

territoire centrafricain. Essentielles à la représentativité démocratique des conseils communaux, la prochaine révision des listes devra donc permettre : l'inscription de près de 240 000 jeunes ayant atteint l'âge de voter entre septembre 2020 et juillet 2023, l'inscription des réfugiés de retour sur le territoire, et le transfert de centaines de milliers de déplacés dans leur nouvelle localité de résidence. Le mouvement restreint et la difficulté d'accès à l'information pour exercer pleinement le droit de vote ou la non-disposition des documents d'état civil requis pour s'inscrire font partie des obstacles auxquels font face les personnes déplacées internes (PDI) lors du processus électoral. Pourtant, la participation des PDI aux élections est essentielle pour reconstruire un pays affecté par un conflit, et pour rétablir la paix.

Priorité 4. Relever le défi de la sensibilisation des candidats et des électeurs

Les premières véritables élections locales de l'histoire du pays représentent un défi considérable en matière de sensibilisation des citoyens centrafricains, tant électeurs que candidats. En premier lieu, la vulgarisation des compétences respectives de l'administration déconcentrée et des collectivités territoriales nouvellement établies constitue un préalable indispensable à la qualité du débat démocratique et de la campagne électorale. Les efforts de sensibilisation devront en outre porter sur de nombreuses problématiques inédites pour le pays. La réussite de la première révision des listes électorales reposera sur un effort massif de communication et de sensibilisation quant à ses modalités, aux personnes concernées, ainsi qu'aux lieux et dates où seront menées les opérations de recensement et l'affichage des listes provisoires pour réclamation, particulièrement dans le cas d'un mode opératoire privilégiant la mobilité.

Par ailleurs, les partis politiques, et les candidats ainsi que les électeurs devront être familiarisés à la représentation proportionnelle au scrutin de listes bloquées : conditions d'éligibilité individuelle, critères d'acceptation des listes de candidats y compris la représentation des femmes (dans toute leur diversité), des déplacés internes, formule d'allocation des sièges, etc. (et élaborés en tenant compte l'approche genre).

Priorité 5. Poursuivre le renforcement des capacités de l'ANE et de ses démembrements

Dans la continuité de l'intervention précédente, la présente action vise à poursuivre le renforcement des capacités techniques et matérielles de l'administration électorale, notamment l'optimisation des systèmes de communication entre le siège de l'ANE et ses démembrements à travers le territoire centrafricain ainsi qu'avec le reste des parties prenantes au processus électoral durable et inclusif.

Priorité 6 : Faciliter la décrispation du climat politique avec l'opposition démocratique

Le processus préparatoire des élections locales se déroule dans un environnement politique tendu, avec une absence de concertations formelles sur les modalités d'organisation de ces élections historiques, entre la majorité au pouvoir et l'opposition politique, notamment celle réunie au sein du Bloc Républicain pour la Défense de la Constitution (BRDC). Le dialogue républicain organisé, en mars 2022, a produit des résultats mitigés, et une faible mise en œuvre de ses 200 recommandations. Le référendum constitutionnel organisé en juillet 2023 a davantage creusé le fossé entre les deux parties. Pourtant, le caractère historique des élections locales appelle à œuvrer pour un processus inclusif et crédible en vue de la mise en place d'instances de gouvernance qui reflètent la diversité sociale et politique de la RCA. Il est donc important que la communauté internationale (MINUSCA, UE, CEEAC) facilite un cadre de dialogue ou d'échange sur le processus électoral, pour susciter des concessions mutuelles entre le pouvoir et l'opposition sur les points de contentieux et aboutir à un processus électoral consensuel y compris du point de vue du genre ainsi qu'intersectionnel. Un des enjeux clés à considérer est l'exigence de la détention exclusive de la nationalité centrafricaine comme condition de candidature aux élections nationales et locales.